

Où va le processus de paix en Turquie ?

vendredi 16 août 2013, par [Ezgi Başaran](#), [Pierre Pandelé](#)

Un article d'Ezgi Başaran suivie de quelques réflexions sur le processus de paix. L'article original a paru dans le journal Radikal.

Un train kurde s'est mis en branle au Moyen-Orient dont le PKK ambitionne de devenir la locomotive, légitime et reconnu dans le monde entier

Depuis que les Kurdes de Syrie ont pris le contrôle de Ras al 'Ayn [nom kurde Serêkani, bourgade multi-ethnique située tout près de la frontière turque, à quelques kilomètres d'Urfa] dans le nord du pays et planté le drapeau du PYD en symbole de cela, tous les esprits raisonnables s'efforcent d'expliquer à l'État turc la chose suivante : évitez de tomber dans la même situation risible que lors de la formation du pouvoir kurde en Irak du Nord ! Les Kurdes ont le droit de protéger leur vie en premier lieu, de revendiquer en deuxième lieu un statut sur un territoire actuellement ravagé et qui n'a connu des années durant que la tyrannie ! Ce serait tout à l'avantage de la Turquie de se ranger du côté des Kurdes de Syrie !

Ces propos et d'autres allant dans le même sens se sont fait entendre un bon nombre de fois. Ils visent à éviter que l'État turc ne se fasse de nouveau le metteur en scène d'une tragi-comédie de par son entêtement et son étroitesse de vue, et à ce qu'il accepte que les Kurdes constituent désormais des acteurs clés d'un Moyen-Orient actuellement plongé dans les douleurs d'une mue historique. Et cela vaut non seulement les Kurdes mais également, ce qui est plus difficile à accepter, pour le PKK.

L'AKP a engagé le processus de paix non pas du fait qu'il soit le parti politique le plus équitable et le plus démocratique du monde, mais bien parce que les évolutions en cours au Moyen-Orient et la politique intérieure lui ont forcé la main, de la même manière que si le PKK a pris part au processus ce n'est pas par confiance vis à vis de l'AKP ou parce qu'il pensait que les revendications portées depuis des décennies par le mouvement kurde allaient soudainement se trouver satisfaites. Öcalan et ceux qui négocient avec lui à Imrali pour le compte de l'État sont certes parvenus à un accord tacite sur un certain nombre d'avancées, mais on n'a toujours rien vu venir concernant les revendications les plus fondamentales [du mouvement kurde], de [la suppression] du seuil électoral jusqu'à l'enseignement dans la langue maternelle, en passant par la mise en œuvre de la décentralisation ou la définition constitutionnelle de la citoyenneté [reconnaissance de l'identité kurde dans la constitution]. Dès lors qu'en est-il de ces avancées ? Le retrait du PKK du territoire turc et, après qu'Öcalan ait précisé qu'on poursuivrait désormais la lutte de manière pacifique l'abandon complet des armes par Qandil [la direction militaire du PKK] est une décision que [les cadres du PKK] tiennent pour motivée stratégiquement.

L'aile civile aussi bien que l'aile militaire considèrent que le mouvement kurde est mûr pour cela et, plus important encore, qu'il sera plus influent dans une position d'acteur politique ayant renoncé à la lutte armée. Où va PKK ? A la fois nulle part et bien plus loin. C'est bien en Turquie qu'est apparu le mouvement mais son importance n'excède plus celle de l'Iran, de la Syrie ou de l'Irak. Peut-être sur le plan sentimental, mais en tout cas pas sur le plan stratégique. Un train kurde s'est mis en branle au Moyen-Orient dont le PKK ambitionne de devenir la locomotive, légitime et reconnu dans le monde entier. C'est l'une des raisons du retrait de Turquie et du désarmement.

La partie non diffusée de l'entretien paru lundi avec le député de Mardin et secrétaire général adjoint du DTK [Demokratik Toplum Kongresi, « Congrès pour une société démocratique », plate-forme représentant les organisations civiles liées au Mouvement pour une Société Démocratique, mouvement kurde dont l'aile

politique est le BDP et l'aile militaire le PKK] et que j'ai réservé pour aujourd'hui traitait précisément de ce sujet.

Voyez plutôt ce que déclare Ahmet Türk au sujet du PKK en abordant la question de ce que représentent les Kurdes de Syrie pour les Kurdes de Turquie : « *La Syrie a donné au cours des ans plus de dix milles hommes au PKK. Les Syriens comptent pour quatre ou cinq-mille personnes dans les pertes humaines infligés au PKK. Le PKK a passé plus de vingt ans en Syrie. Si vous mettez cela bout à bout vous imaginez bien l'influence positive du PKK sur les Kurdes de Syrie* ». Le respecté Öcalan l'exprime bien lorsqu'il dit que nous avons une dette vis à vis du peuple syrien et qu'ils nous ont été d'un grand soutien. [Rappelons qu'Öcalan a finalement été capturé en 1999 au Kenya après que l'État et les services secrets syriens qui protégeaient jusqu'alors le PKK aient lâché le leader kurde face aux pressions et menaces d'intervention militaire d'Ankara]. Cela signifie qu'il y a un lien indéfectible entre le PYD et le PKK. L'influence du PKK se fait sentir sur quatre espaces différents. Considérez l'Irak, vous vous rendrez compte que le PKK bénéficie là-bas d'une grande sympathie. En Iran, il y a une grande sympathie parmi les Kurdes d'Iran vis à vis du PJAK [Partiya Jiyana Azad a Kurdistanê, en kurmandji « *Parti pour une vie libre au Kurdistan* » créé en 2004 branche iranienne du PKK créée notamment avec l'appui américain] grâce au PKK. Inutile je suppose de revenir sur l'influence [du PKK] sur les Kurdes de Turquie. Il faut considérer la question du PKK sous plusieurs angles, car ce n'est pas l'organisation d'une seule partie [du Kurdistan] mais bien de quatre. Tant du point de vue du recrutement que de l'activité [politique et militaire].

[traduction Pierre Pandelé]

Où va le processus de paix en Turquie ?

Si je vous propose une fois de plus une analyse de la chroniqueuse de Radikal Ezgi Başaran c'est qu'en plus d'éviter le verbiage et les effets de manche que goûtent trop souvent ses pairs [a fortiori masculins], ses analyses sont souvent justes et bien senties. L'arc de crise moyen-oriental ne cesse d'évoluer depuis les printemps arabe. Comme il est dit dans le texte, l'AKP ne s'est pas soudain mué en un parti anti-nationaliste et fiévreusement kurdophile comme semblent le penser un certain nombre de responsables du parti kémaliste. Ainsi aujourd'hui encore le remuant député CHP de Tunceli Kamer Genç a fait une annonce tonitruante pour se plaindre de ce qu'on puisse croiser des drapeaux du PKK sur la route de Pülümür, dans le nord-ouest du Kurdistan turc [1], en accusant Erdoğan d'avoir abandonné la souveraineté de l'État à l'AKP. Pour la petite histoire il s'agit en fait d'un coup médiatique visant à ramener la lumière à lui après avoir été évincé du festival Munzur organisé tous les ans à Tunceli et où le BDP et les organisations d'extrême-gauche locale sont largement représentées. Car pour le reste, les drapeaux, inscriptions et banderoles du PKK, ou des guérillas maoïstes TIKKO ou HKO n'ont jamais manqué dans ce fief de l'extrême-gauche, en dépit de la présence militaire et des opérations régulièrement menées dans les montagnes par la gendarmerie (*JITEM*) et ses forces spéciales (*özel harekat timi*). Mais ce genre de sorties est révélateur du discours tenu par le CHP qui s'est mué une fois de plus en défenseur du temple nationalo-kémaliste au détriment des fractions politiquement plus centristes et libérales au sein même du parti.

Pour ce qui est du processus de paix en lui-même, il faut avoir à l'esprit que des milliers de militants du mouvement kurde en Turquie, y compris des journalistes, des députés et des syndicalistes sont encore emprisonnés, notamment dans le cadre des procès KCK (*Koma Civakên Kurdistan, en kurmandji, « Groupe des Communautés du Kurdistan »*) qui ont débuté en 2009. Organisés par des tribunaux à compétence spéciale basés à Silivri à l'ouest d'Istanbul (*ceux-ci sont désormais dissous mais certaines de leurs compétences et les dossiers en cours ont été transférées à la 15^e cour d'Assises d'Istanbul*), ces procès visaient à démanteler cette structure liée au BDP et au PKK qui rassemblaient diverses organisations et acteurs de la société civile. La répression organisée contre le mouvement Gezi en mai et juin ont également démontré, si besoin était, que l'idéologie et les capacités d'action de l'État policier demeurent intacts et sont toujours aussi efficaces, ce dont les militants de la cause kurde ou des mouvements d'extrême-gauche n'avaient d'ailleurs jamais douté. Si processus de paix il y a, c'est à mon avis que plusieurs évolutions concomitantes ont permis que ne s'ouvre une fenêtre d'opportunités que les acteurs

politiques locaux sont pour le moment parvenus à mettre à profit.

Parmi ces évolutions, l'une des plus notables et que l'AKP soit désormais seul maître à bord de l'État turc. Occupé et engagé jusqu'à récemment dans une lutte acharnée pour consolider le pouvoir et éviter les tentatives de déstabilisation notamment militaires dont il faisait l'objet [2], celui-ci est parvenu à s'assurer de la fidélité de l'armée et de la police grâce à l'appui de ses réseaux confrériques (*cemaatçı*) et via l'épuration de certains responsables qui lui étaient opposés, au travers de toute une série d'épreuves de force qui se sont déroulées alternativement sur la place publique et en coulisses. Détenteur par ailleurs d'une base électorale stable et extrêmement conséquente et de réseaux clientélistes étendus à tout le territoire qui lui assurent le maîtrise du jeu démocratique, appuyé par une bourgeoisie islamique bénéficiant à plein du développement économique, de la spéculation immobilière et de l'attribution préférentielle des marchés publics, l'AKP est désormais suffisamment sûr de lui pour se permettre d'ébranler l'un des piliers les plus profondément ancrés de la République turque : la négation de toute légitimité face aux demandes de droits politiques et culturels de la minorité kurde, au nom du caractère unitaire et indivisible de la nation turque [3].

C'est que parallèlement à cette montée en puissance de l'AKP, l'environnement géopolitique moyen-oriental s'est retrouvé profondément bouleversé en quelques années, et la donne kurde totalement rebattue. L'Irak a constitué la première étape de ce processus qui a vu la constitution d'un quasi Etat kurde dans le nord de l'Irak bénéficiant d'une bonne partie de la rente pétrolière et la mise en place d'un modus vivendi entre ses deux principaux clans politiques que sont le PDK de Barzani (*actuellement président de la région autonome du Kurdistan irakien*) et l'UPK de Talabani (*actuellement président de la République irakienne*). Après avoir combattu farouchement cette évolution, la Turquie a fini par se ranger du côté de la *realpolitik*, cessé temporairement de brandir la carte de la minorité turkmène pour empêcher la main-mise kurde sur les puits de pétrole de Kirkouk et instauré des relations cordiales et fructueuses avec Barzani, au détriment d'un État central irakien qui avait quant à lui basculé dans le champ d'influence iranien. Il s'agissait également de tenter de constituer une alliance de revers contre un PKK idéologiquement très éloigné et concurrent du mouvement kurde irakien (*beaucoup plus conservateur et marqué par son caractère tribal, notamment le PDK*), qui avaient de longues date constitué ses bases de repli dans les zones montagneuses au nord de l'Irak. Cette lune de miel a culminé en 2012 avec la visite du ministre des Affaires Étrangères Davutoğlu à Kirkouk, au grand déplaisir de Nouri Al-Maliki, le Premier ministre irakien représentant de la majorité arabe chiite. Le revirement était bien joué, et a permis à l'AKP de poursuivre le développement économique impulsé dans les zones méridionales du Kurdistan turc (*grâce notamment au GAP, le Projet Anatolie du Sud*) où s'est constituée une bourgeoisie kurde proche du pouvoir qui joue un rôle lucratif d'entremetteur entre les deux parties. Il faut noter au passage que l'AKP s'est constitué de véritables bases électorales dans l'Est du pays là où le parti kémaliste n'avait jamais réussi à pénétrer, notamment grâce au caractère mobilisateur de son positionnement religieux dans une zone où le conservatisme sunnite est très fort.

Las, la guerre civile syrienne a permis au PYD, émanation syrienne du PKK, de se dégager de la tutelle de l'État alaouite, fort occupé à massacrer ses populations pour faire front contre les rebelles de l'opposition démocrate et islamiste, et de se constituer des marges d'action inédites dans le nord du pays, notamment dans la province à majorité kurde de la Djezireh (« île » ou « péninsule » en arabe). Dès lors les aspirations de l'État turc à annihiler la guérilla du PKK devenaient, d'un point de vue strictement militaire, encore plus improbables qu'elles ne l'avaient jamais été en trente ans d'un conflit pourtant extrêmement meurtrier. Si une armée pléthorique de 800 000 personnes bien dotée en matériel, appuyé par un pouvoir autoritaire et recourant aux méthodes les plus dures (*juridictions spéciales, état d'urgence, constitution de milices pro-étatiques, destruction et évacuation de certaines de villages, application d'un prétendu « droit de poursuite » en territoire irakien...*) n'a jamais réussi à réduire définitivement un mouvement de guérilla pourtant privé du soutien des États centraux syrien (*après 1999*) et irakien (*avec l'invasion américaine de 2003*), que dire dès lors de la configuration présente où les États centraux en question ont perdu pied dans les zones concernées...

C'est donc de réalisme politique que les décideurs politiques turcs ont fait preuve en décidant de relancer un processus de paix public pour éviter de se retrouver confronté à la constitution de facto d'une zone

autonome kurde, non sans avoir recouru à l'outil militaire, une nouvelle fois en pure perte. Lors de l' « *offensive révolutionnaire pour une autonomie démocratique* » menée en 2012 par un des commandants du PKK, les forces kurdes étaient parvenues pour la première fois à prendre le contrôle durable de plusieurs bourgades dans la région de Hakkari (*Şemdinli, Cukarca, Dağlica*) et à tenir en échec les forces armées turques avant que celles-ci ne contre-attaquent et ne parviennent à chasser les forces du PKK. En dépit d'un certain black-out médiatique dans les médias turcs et des lourdes pertes endurées par la guérilla kurde, les capacités offensives du Parti des Travailleurs du Kurdistan et sa capacité à affronter directement l'armée turque en faisant usage de techniques militaires conventionnelles avaient trouvé là une confirmation éclatante.

Les responsables AKP font probablement par ailleurs le calcul suivant : mieux vaut ranger de son côté une minorité kurde sunnite dans sa grande majorité (*y compris pour ce qui concerne les Kurdes d'Iran, entre six et huit millions, très majoritairement sunnite, alors que le chiisme duodécimain est religion d'État*) dans un Moyen-Orient où la polarisation chiite sunnite semble amenée à se poursuivre inéluctablement, notamment en raison d'un conflit syrien où ils ont échoué à entraîner leurs alliés occidentaux dans une quelconque intervention militaire. Le langage de l'unité sunnite, voilà qui n'est pas totalement nouveau pour un parti qui est l'enfant rebelle du parti islamiste Refah... De même la refonte de l'architecture juridico-politique du pays que suppose à terme la mise à bien du processus de paix s'articule à la volonté du parti au pouvoir, et plus particulièrement du Premier Ministre turc de changer le régime politique turc. Il est en effet question de passer d'un système parlementaire [4] à un régime semi-présidentiel, où Erdoğan, empêché par les statuts de l'AKP de briguer une nouvelle fois le poste de Premier Ministre, pourrait se faire élire président avec pleins pouvoirs en succédant à Abdullah Gül dans un jeu de chaises musicales qui n'est pas sans rappeler le couple Poutine-Medvedev.

Du côté kurde, le calcul semble être le suivant : à partir du moment où le PKK se retrouve en capacité de baser ses forces militaires dans les montagnes irakiennes et les zones kurdes syriennes qui longent la frontière méridionale turque, nul n'est besoin de continuer d'alimenter à grand prix des foyers de guérilla dans les montagnes de Hakkari ou du Dersim, à l'intérieur des frontières turques, une fois la démonstration de sa capacité de nuisance faite et reconnue par l'État turc. Mieux vaut parier sur un partenariat politique avec l'AKP afin d'obtenir les droits politiques et culturels revendiqués depuis toujours, étant bien entendu que les troupes amassées en Irak, Syrie et Iran seraient susceptibles de réengager la lutte armée à tout moment au cas où le processus capoterait, avec un coût géopolitique et politique considérable pour Ankara. Les dirigeants kurdes, qui ont par ailleurs gagné la guerre idéologique auprès d'une part notable de la population kurde de Turquie (*peu importe que cela soit passé par l'élimination impitoyable des organisations concurrentes ou des tentatives de constitution de tendances divergeantes au sein du mouvement*) semblent persuadés que pour la première fois depuis Sèvres l'histoire va dans dans leur sens et que la formation d'une entité kurde autonome en Turquie est désormais inéluctable. Or le culte du chef et l'autoritarisme qui caractérisent le PKK et sa vitrine politique du BDP, s'ils laissent mal augurer de l'avenir démocratique d'un Kurdistan autonome, autorisent à ce qu'un certain nombre de compromis soient imposés aux éléments les plus radicaux du mouvement, y compris aux chefs militaires de Qandil. Il suffit qu'Öcalan, leader plus ou moins incontesté, l'ait décidé et annoncé comme tel (*ainsi les élections locales de 2014 verront sans doute la constitution d'une plateforme commune plus large que le seul BDP, afin de « brasser plus large » que le seul électorat kurde engagé, et notamment du côté des Alévites*).

Reste un doute fort quant aux réelles intentions de l'État : les leaders du mouvement kurde suspectent en effet celui-ci de mener un jeu de dupes visant à gagner du temps et à attendre que la fenêtre d'opportunités dont bénéficient les Kurdes ne se referme au gré des aléas géopolitiques moyen-orientaux. Ils ne manquent pas non plus de noter le soutien logistique et militaire apporté par la Turquie aux éléments sunnites radicaux de l'opposition syrienne, qui la rangent très clairement dans l'axe sunnite constituée par le Qatar et l'Arabie Saoudite. Or des combats violents opposent désormais les troupes du PYD (*originellement allié plus au moins opportuniste d'Assad*) à celles du front Al-Nusra, principale organisation de l'opposition syrienne djihadiste ayant (*pour ce que cela vaut...*) prêté allégeance à Al Qaïda en 2012, pour le contrôle de certaines localités du nord-est de la Syrie. C'est là une étincelle qui pourrait mettre le feu à tout le processus de paix actuellement en cours, en révélant la duplicité de ses

deux principaux acteurs, par alliés interposés. De même les transferts de troupes, les repositionnements de l'armée turque et les programmes de construction de commissariats blindés (*kalekol*) s'amplifient dans l'est du pays, l'État turc profitant du cessez-le-feu et du retrait progressif des guérilleros des principales zones de combat pour prévenir tout retour potentiel à la lutte armée.

Voir en ligne : [Un poisson dans le raki](#)

Sources

Où va le processus de paix en Turquie ?

Un poisson dans le raki - traduction de Pierre Pandelé - 31 juillet 2013, 17:53

[PKK nereye koşuyor ?](#)

Radikal - Ezgi Başaran - mercredi 31 juillet 2013

Notes

[1] L'État et le découpage administratif turcs ne reconnaissent aucune existence légale à un quelconque Kurdistan turc, contrairement par exemple l'Iran (*où existe un Ostan-e Kordestan, qui ne représente qu'une partie seulement des zones kurdophones*). Mais depuis l'entame du processus de paix il est devenu de plus en plus courant d'entendre parler dans les médias mainstream de Kurdistan, ce qui jusqu'à présent était strictement prohibé.

[2] La paranoïa et le complotisme à l'œuvre dans les réactions vis à vis du mouvement Gazi constituent la preuve que cette mentalité défensive et obsidionale, qui a joué un rôle non négligeable dans la survie politique de l'AKP, est amenée à perdurer, y compris en fonctionnant « *à vide* », c'est à dire en l'absence de réelle menace.

[3] Si cette dernière formule sonne familièrement aux oreilles du lecteur français, ce n'est sans doute pas un hasard...

[4] D'une exceptionnelle stabilité, notamment grâce au seuil de représentation de 10% des scrutins exprimés au niveau national, mais qui sera probablement amené à disparaître si le processus va à son terme